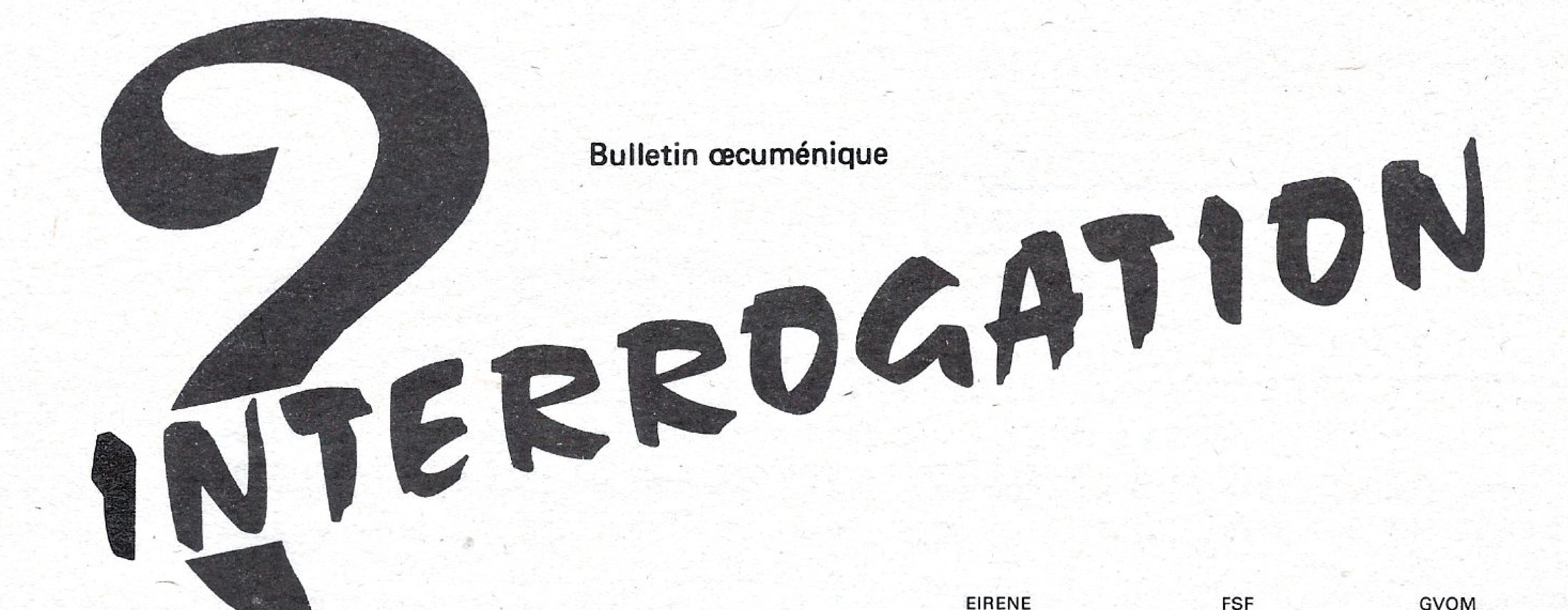


EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2015 Colombier
CCP : 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP : 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP : 10-209 68

Avril 1975 — parait 8 fois par année — numéro 3

NOTRE PAIN DE CE JOUR

Nous autres, chrétiens, nous disons chaque jour dans nos prières : "Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour." ... de ce jour, celui où Dieu mettra un point final au dessein qu'il a tracé pour nous. Nous lui demandons qu'aujourd'hui déjà, nous jouissions des biens nécessaires à la vie sans avoir besoin d'en priver les autres. Il s'agit d'une question cruciale de notre monde qui demande une attitude d'esprit extrêmement mobilisatrice puisqu'elle suppose une plus grande justice sur la terre.

Plaçons d'ailleurs cette supplique "Donne-nous aujourd'hui notre pain de ce jour" dans le contexte de cette prière et constatons qu'elle nous engage dans une lutte : nous prions pour que le Royaume de justice de Dieu arrive, pour que Sa volonté pour une vie commune de solidarité et de partage soit faite sur la terre. De même, cette prière nous engage dans une prise de conscience personnelle, chaque fois renouvelée qui se manifeste particulièrement lorsque nous demandons le pardon de nos péchés, c'est-à-dire de notre cupidité et de notre égoïsme individuel et collectif, et que nous demandons d'être délivré du mal qui déjoue la volonté de Dieu pour l'humanité.

Sommes-nous bien conscients que lorsque nous demandons notre pain quotidien, nous nous engageons avec les Eglises dans une attitude de lutte, avec un esprit d'humilité, à participer au combat pour un monde plus juste et plus humain ?

d'après Philip Potter

D E P A R T

Au revoir mes amis; je m'en vais chez mon frère.
Il a faim, il est malade et il est nu.
Moi, je mange trois fois par jour, je n'ai pas de souci.
Moi, je suis bêtement heureux : ça ne peut pas durer ainsi.

Mon frère ? Un inconnu,
Celui pour qui jamais personne n'est venu,
Toujours bafoué, toujours vaincu,
Il allait mourir et n'avait pas vécu.

Je lui apprendrai mon métier,
Il m'offrira son amitié :
Et c'est moi qui dirai merci.

Unis dans l'espérance,
l'Etoile de Noël nous accompagnera;
Frères dans la souffrance,
L'ombre de la Croix nous illuminera.

J'ai balayé les termites du doute,
Jeté bas masques et paravents,
Je connais désormais le secret de ma route :
Rien ne sera plus comme avant.

Nous ne pourrons plus nous lâcher la main...
Revenir demain ? Il n'y aura pas de demain.
Il est malade, il est nu, il a faim.
C'est la fin
De sa peine et de ma misère.
Adieu, mes amis. Je reste chez mon frère :
Je suis un homme, enfin.

Raoul Follereau

Nous exprimons notre gratitude à Raoul Follereau qui a composé ce poème spécialement à notre intention.

Réd.

GROUPE VOLONTAIRES OUTRE-MER

ALGERIE
=======

Assemblée générale du CCSA

L'assemblée générale du Comité Chrétien de Service en Algérie (CCSA) s'est réunie à Alger les 14 et 15 décembre 1975. Entre les représentants des 7 des 10 organisations membre, elle a regroupé 51 des 64 nouveaux membres actifs et un bon nombre d'amis.

Cette Assemblée a été décisive pour la réorganisation du CCSA qui prend désormais le nom de RENCONTRE ET DEVELOPPEMENT (Centre de Coopération et de Services en Algérie) et dont le siège a été transféré de Genève à Alger.

A propos de cette Assemblée

Après deux jours de travail intense, nous avons réussi à réaliser la première phase de la transformation de nos structures. Les éléments significatifs de cette assemblée ont été :

1) Une progressive algérianisation de nos structures et dans le même temps un éloignement des associations européennes qui, même si certaines ont pris quelques distances vis-à-vis d'un engagement direct dans notre organisation, se sont engagées généralement, à la soutenir concrètement pendant une période de transition, expriment de cette façon un jugement positif sur les choix et sur le programme du CCSA.

2) L'autre élément a été le grand intérêt des coopérants et leur participation en masse aux travaux de l'assemblée. Le débat profitable qui en est sorti a centré l'attention aussi sur des problèmes nouveaux et intéressants

(a) La recherche d'un débat qui puisse éclairer le rôle de la Coopération Technique en Algérie (et l'acceptation de participer à une enquête menée sur ces thèmes);

(b) Le souci de donner de l'importance à la préparation des coopérants recrutés et de développer le recrutement de réfugiés politiques. Tout semble donc bien engagé pour que le CCSA puisse réaliser son rôle dans le développement algérien et que ses organes électifs avec les commissions Accueil, Information et Organisation, puissent s'unifier dans une structure qui donne à la présence des travailleurs étrangers le rôle internationaliste qu'on a toujours espéré.

....

FRERES SANS FRONTIERES

NOUVELLES DU MOUVEMENT

Retours au pays au terme du contrat

- Francine et Etienne CATTIN, Action familiale, Iles Seychelles; actuellement : 2801 Montsevelier, Jura.
- Erica POZZI, Oeuvre St Augustin, Lomé, Togo; actuellement 6826 Riva San Vitale, Tessin.

Naissances

- Bernard, au foyer de Marthe et Michel GOGNIAT, Idumbe, Zaïre, le 20 février 1975.
- Lucien, au foyer de Brigitte et Raymond JACQUEMETTAZ, 4 Vieilles Forges, 2854 Bassecourt, Jura, le 16 mars 1975.
- Christine, au foyer de Reine et Yves BRON, 3 Ploetscha, 1700 Fribourg, le 5 avril 1975.
- Blaise, au foyer de Janine et Bernard PISTOLETTI, 1872 Troistorrents, le 6 avril 1975.

Mariages

- Germaine Meuwly (ex-volontaire du Sénégal) et Jean-Bosco Sambou, le 5 avril 1975 à Fribourg. Leur adresse : 1482 Aumont, FR.
- Georgette Fragnière et Roberto Persico, à Montagny-les-Monts le 3 mai 1975. Leur adresse : 1776 Montagny-la-Ville.

Décès

Au début de mars 1975, le père de Maria Sütterlin, 34 Moosweg, 4125 Riehen.

ON CHERCHE

Infirmières : pour les centres de Terre des hommes au Bangladesh (connaissance de l'anglais) - URGENT !
- physiothérapeutes; ergothérapeutes; kinésithérapeutes; techniciens en orthopédie; éducateurs spécialisés; pédagogues sociales pour des centres d'enfants handicapés en Algérie;
- infirmières pour le Burundi, le Sénégal;

Enseignement : français, maths, sciences : Burundi, Tchad, Togo
- conseillère pédagogique au Tchad
- couple d'éducateurs pour formation de responsables d'internat au Cameroun;

Technique : maçons pour puits au Tchad;
- chef de chantier pour le Togo;
- géomètre pour le Cameroun;
- forgeron-maréchal ferrant pour le Niger;
- électricien pour le Burundi
- électronicien pour l'enseignement pratique en Haute-Volta
- cordonnier pour un centre d'handicapés au Burundi;
- mécaniciens-auto pour le Tchad, le Togo, le Burundi;

Agriculture : techniciens agricoles au Burundi, en Haïti, au Rwanda et au Mali;
- animatrice JRC pour la Côte d'Ivoire
- mécaniciens agricole pour le Burundi

Administration et gestion : projets au Cameroun, au Sénégal, au Burundi, en Haute-Volta, à Madagascar;

Renseignements : secrétariat de Frères sans frontières, 34 Grand-Rue, 1700 Fribourg.

COMMUNICATION DE *SOLIDARITE DE LA FAMILLE HUMAINE* :

ARRET DE PARUTION

En 1967 quand nous nous sommes décidés à lancer nos feuillets, il n'existait en Suisse romande aucune publication consacrée spécialement au Tiers-Monde, bien qu'à cette époque cette préoccupation se répandit chez un nombre croissant de personnes. Dans la presse n'apparaissaient que quelques données, souvent marquées de partialité ou de supériorité; au mieux, elle se montrait favorable à l'aide au Tiers-Monde mais ne dénonçait pas les mécanismes économiques et culturels institués par les pays riches et responsables du sous-développement croissant de certains pays parmi les plus misérables.

Nous avions en outre la conviction que la qualité de disciples de Jésus-Christ exigeait des chrétiens un plus haut degré de fraternité humaine, se concrétisant dans un soutien actif aux efforts des peuples en lutte contre la misère et l'oppression. Il nous paraissait donc nécessaire d'éveiller davantage de chrétiens à cette nouvelle dimension de la foi vécue.

C'est pourquoi, sans moyens et sans prétention, nous avions lancé notre publication en attendant que d'autres fassent mieux. Depuis 1967, plusieurs groupements se sont formés, qui ont entrepris un travail d'information par des moyens divers. De même, des organisations préexistantes, telles que Pain pour le Prochain, Action de Carême, Swissaid, Helvetas, Groupes volontaires Outre-mer et Frères sans frontières ont mis peu à peu davantage l'accent sur les injustices fondamentales qui résultent de la domination économique, politique et culturelle qu'exercent les pays riches sur les peuples pauvres.

Enfin, et surtout, la Déclaration de Berne à l'état de simple texte en 1968, s'est peu à peu constituée en mouvement. Elle publie un bulletin de haute qualité et substantiel, intitulé également "Vers un développement solidaire" (VDS).

Dans ces conditions, notre modeste bulletin, réalisé avec les moyens du bord par une petite équipe surchargée, perdait une partie importante de sa raison d'être.

D'où notre décision de cesser de paraître.

Le comité de SFH

Bibliographie concernant le dossier CRISE - page 9

- *"La crise" de André Biéler*
- *"Le bonheur en plus" de François de Closets*
- *"L'anti-économique" de Jacques Attali et Marc Guillaume*
- *"Ecologie et politique" de Michel Bosquet*
- *"De la croissance économique au développement humain" de Dr. Robin*
- *"Le grand capital a besoin de la crise", bulletin d'information Nos 10-11 (20.1.75) de la Confédération romande du travail*
- *"Les salaires paient l'inflation" de la CRT et de la FCOM.*

DEUX PUBLICATIONS IMPORTANTES

Dans les semaines qui viennent deux publications qui sont au centre des intérêts des lecteurs d'"INTERROGATION" vont sortir de presse.

1) *LE MOUVEMENT OECUMENIQUE A-T-IL UN AVENIR ?*

par W.A. Visser 't Hooft

Dans un petit volume de 98 pages format poche, celui qui fut le premier secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises et qui en est aujourd'hui le président honoraire, étudie très simplement les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'oecuménisme, après avoir rapidement fait le point sur les événements marquants de l'histoire de l'unité de l'Eglise dans ce siècle. Ses têtes de chapitres sont :

(1) Le mouvement oecuménique souffre-t-il d'une paralysie institutionnelle ?

(2) Le témoignage oecuménique dans le monde religieux. Que doit être l'attitude du mouvement oecuménique vis-à-vis des religions non-chrétiennes ?

(3) Le mouvement oecuménique doit-il suivre l'ordre du jour de l'Eglise ou celui du monde.

Ce volume est publié en français aux Editions Pendo - Vufflens-le Château. Prix frs. 10.--.

2) *LA CRISE*

par le Professeur A. Biéler

Le Professeur Biéler, licencié en théologie et docteur en économie est un des spécialistes des problèmes de nos relations avec les pays en voie de développement; un des fondateurs de la Déclaration de Berne, il a publié plusieurs volumes sur la situation du monde face au développement et à la pauvreté.

La "Vie Protestante" vient de publier une série de ses articles tout récents sur LA CRISE, dans lesquels il analyse ce qui nous arrive actuellement en relation avec la situation globale mondiale.

La "Vie Protestante" publie maintenant ces articles légèrement développés dans une brochure de 40 pages. Prix frs. 6.--.

BULLETIN DE COMMANDE

Bulletin à envoyer aux Editions PENDO - 1141 Vufflens-le-Château.

Je désire : ...... ex. de "Le Mouvement oecuménique a-t-il un avenir ?"
W.A. Visser 't Hooft à frs. 10.--

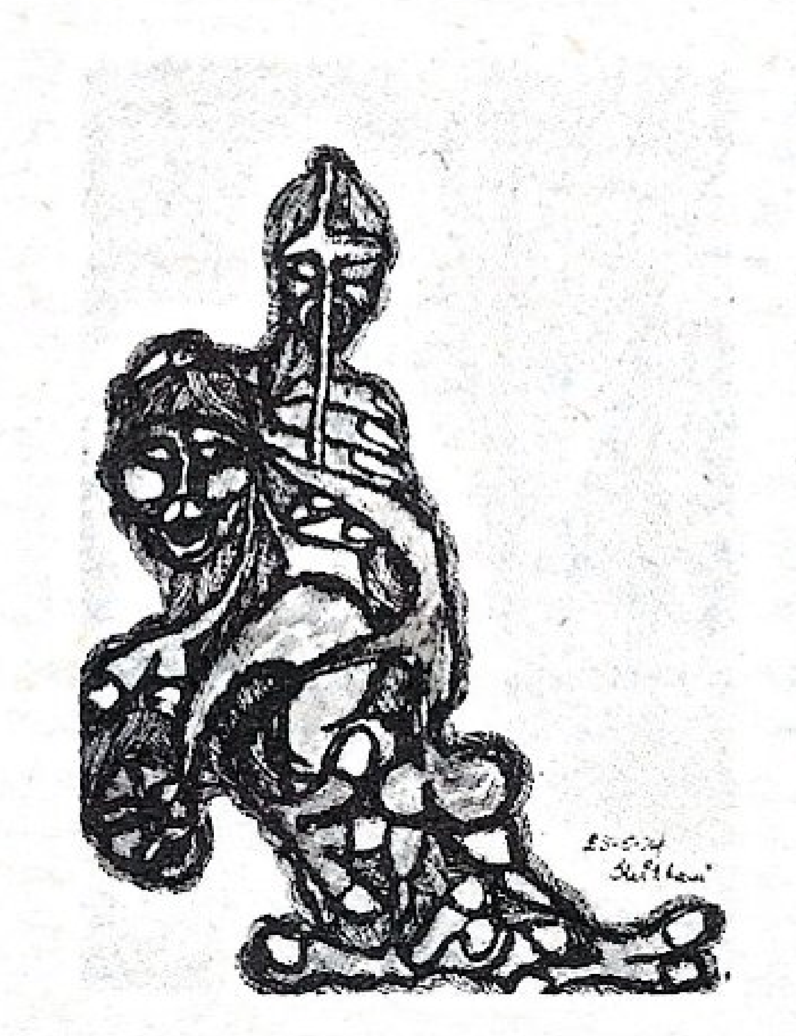
...... ex. de "La Crise"
A. Biéler à frs. 6.--

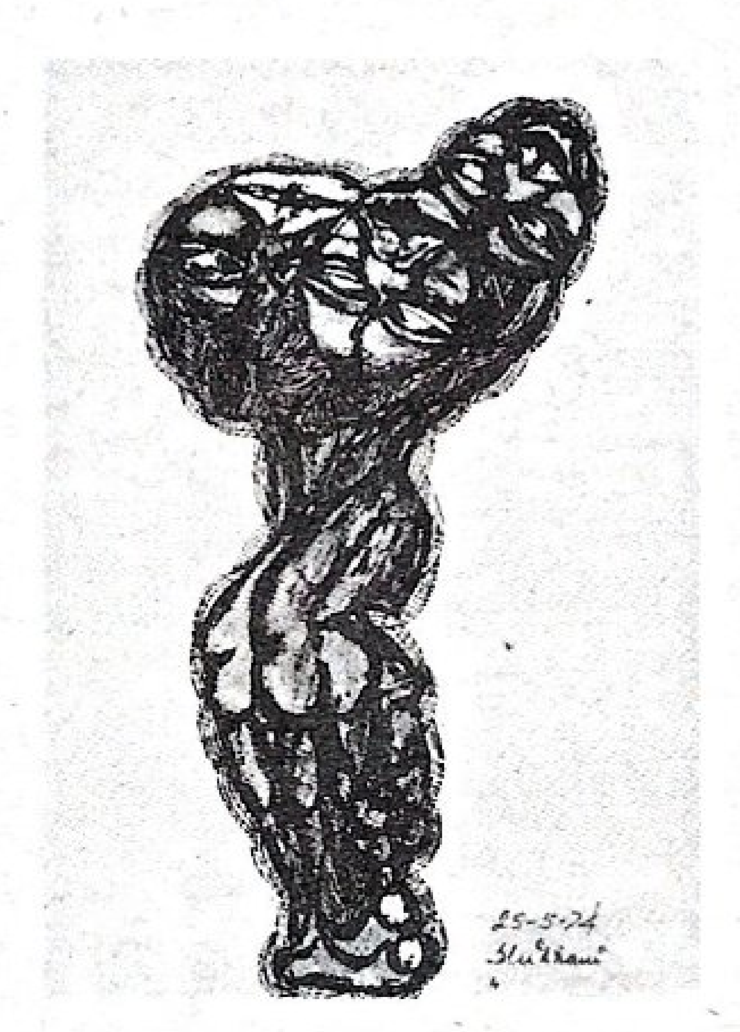
Nom: *Adresse:*

Date et signature

LE TEMPS DE LA PASSION AU MOZAMBIQUE

SIX ŒUVRES DE SHIKHANI

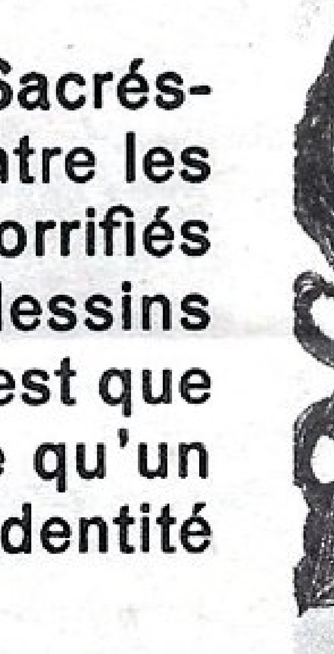




Shikhani, 40 ans, marié, père de 6 enfants, travaille comme surveillant dans une centrale électrique à Beira, au Mozambique. Ce n'est pas par ambition qu'il s'est mis à peindre et à dessiner, mais pour exprimer ce que personne ne pouvait dire ouvertement sous la dictature portugaise : la lutte douloureuse, le corps à corps avec les forces avilissantes d'un système sourd et aveugle à toutes les valeurs proprement africaines.

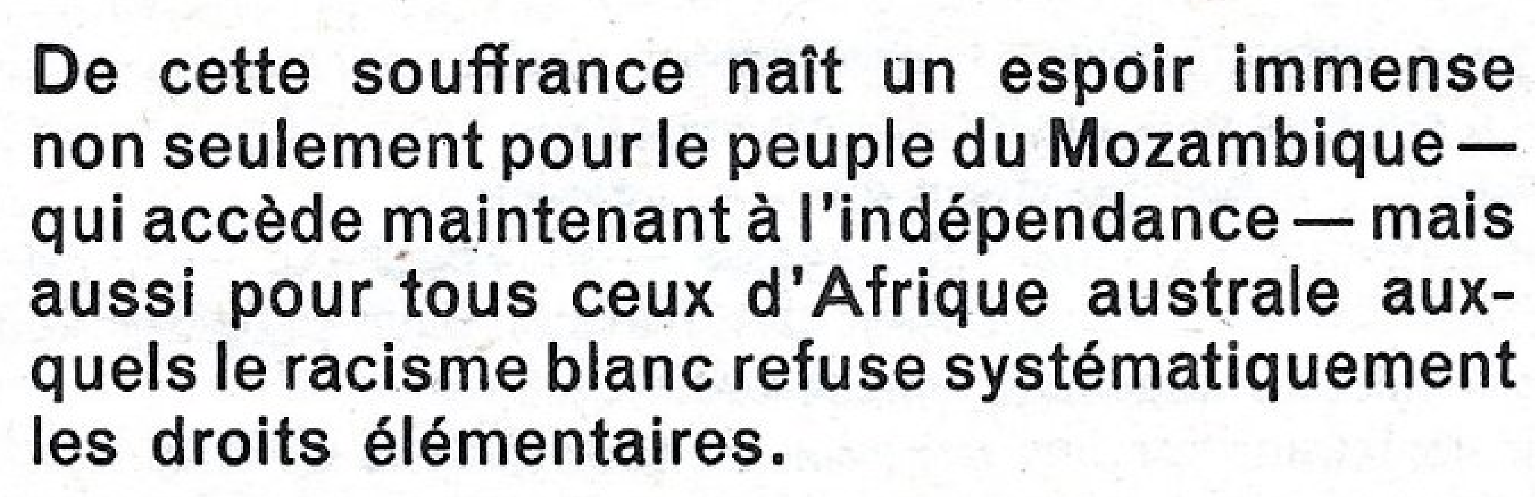
Gageure ou humour ? Shikhani, même incompris des Blancs, gagne leur admiration. Il expose ses œuvres à Lisbonne et Luanda, tout en étant profondément engagé dans la lutte que son peuple mène en vue de sa libération.



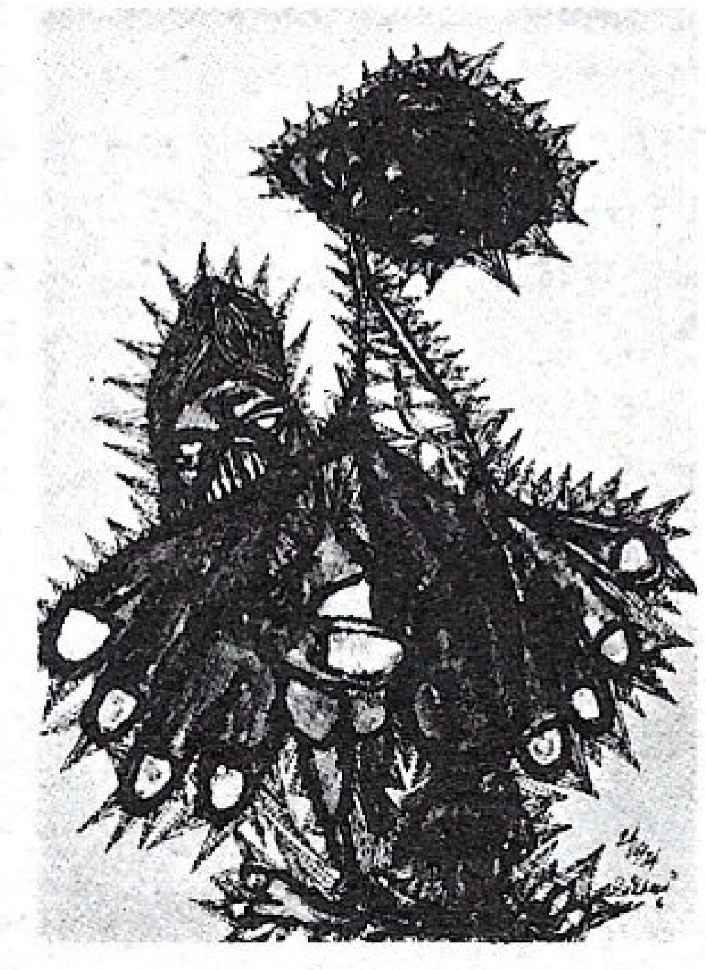


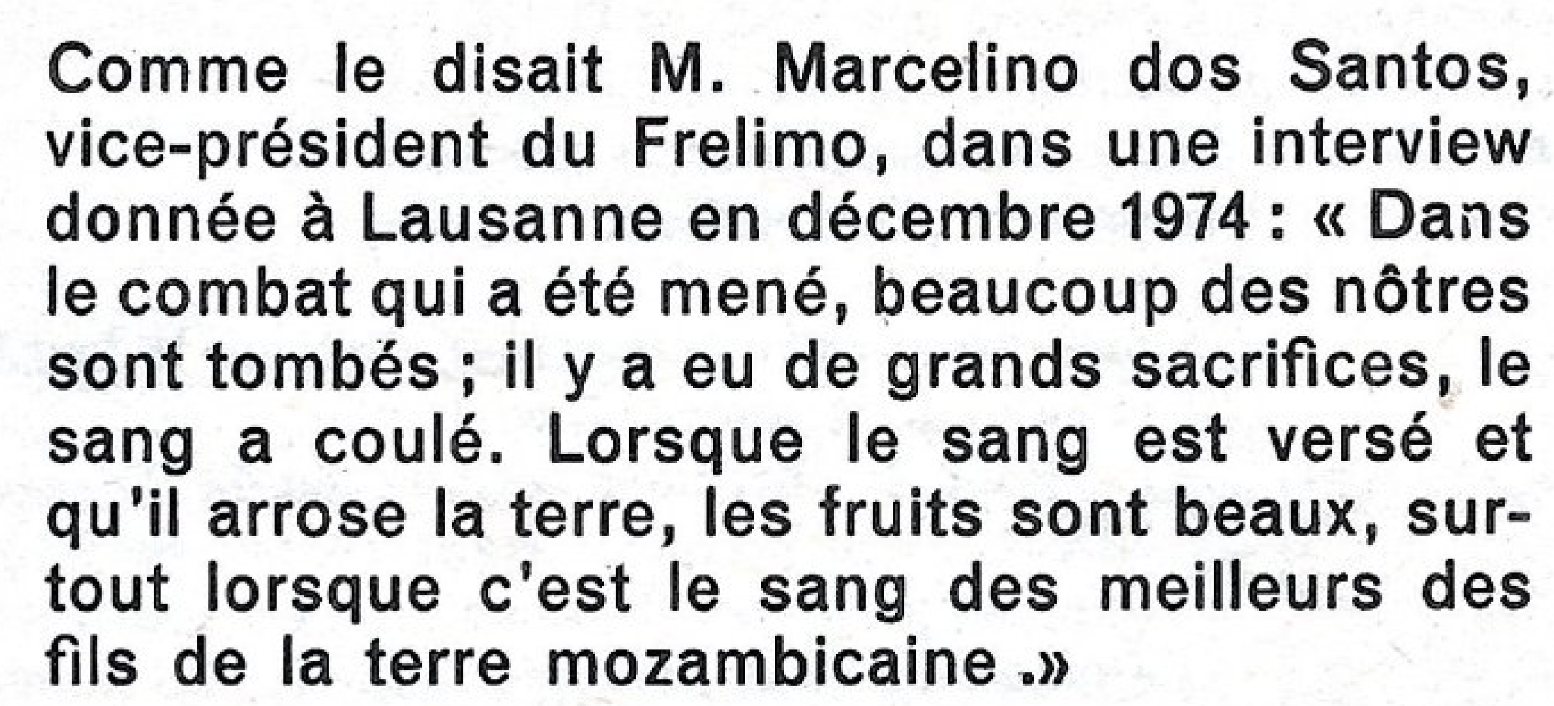
Quand les prêtres hollandais des Sacrés-Cœurs quittent Beira pour protester contre les massacres dont ils ont été les témoins horrifiés à Inhaminga, Shikhani leur donne ces dessins en signe de reconnaissance. Son désir est que ces œuvres témoignent de la souffrance qu'un peuple entier a acceptée pour que son identité soit enfin reconnue.



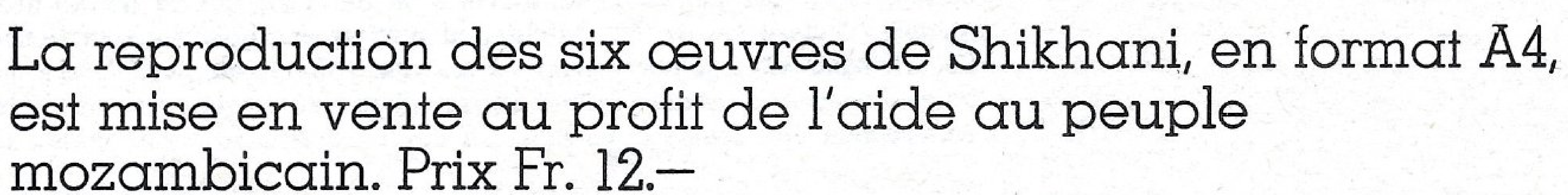


De cette souffrance naît un espoir immense non seulement pour le peuple du Mozambique — qui accède maintenant à l'indépendance — mais aussi pour tous ceux d'Afrique australe auxquels le racisme blanc refuse systématiquement les droits élémentaires.





Comme le disait M. Marcelino dos Santos, vice-président du Frelimo, dans une interview donnée à Lausanne en décembre 1974 : « Dans le combat qui a été mené, beaucoup des nôtres sont tombés ; il y a eu de grands sacrifices, le sang a coulé. Lorsque le sang est versé et qu'il arrose la terre, les fruits sont beaux, surtout lorsque c'est le sang des meilleurs des fils de la terre mozambicaine. »



La reproduction des six œuvres de Shikhani, en format A4, est mise en vente au profit de l'aide au peuple mozambicain. Prix Fr. 12.—

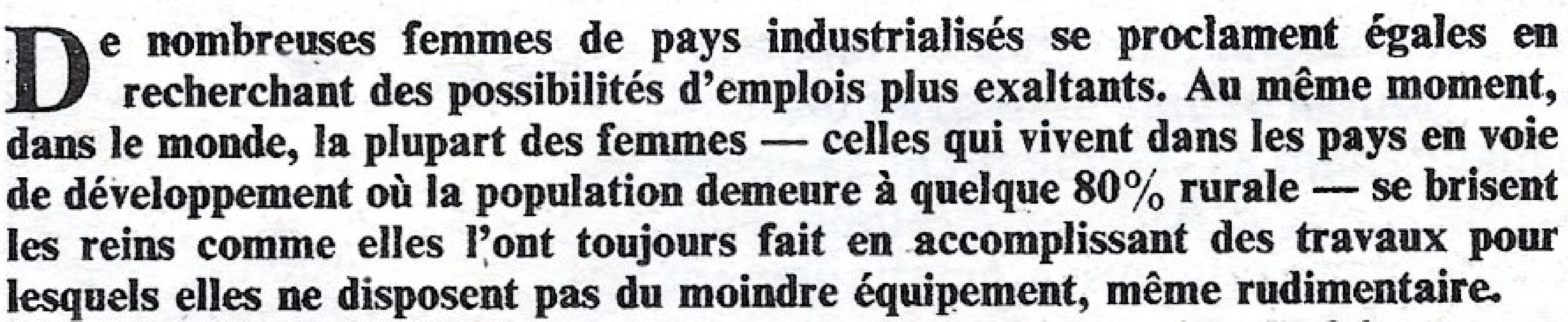
Passez les commandes aux Editions du Soc, case 136, 1000 Lausanne 9

Femmes du tiers monde:



un degré franchi vers l'égalité





De nombreuses femmes de pays industrialisés se proclament égales en recherchant des possibilités d'emplois plus exaltants. Au même moment, dans le monde, la plupart des femmes — celles qui vivent dans les pays en voie de développement où la population demeure à quelque 80% rurale — se brisent les reins comme elles l'ont toujours fait en accomplissant des travaux pour lesquels elles ne disposent pas du moindre équipement, même rudimentaire.

Cette Année internationale de la femme est une occasion de faire preuve d'imagination et de chercher des solutions. Le système des Nations Unies s'y emploie. C'est ainsi que, dans le cadre de son action destinée à donner à ceux qui vivent du pavot la possibilité de se lancer dans d'autres cultures, la Division des stupéfiants introduit actuellement des instruments simples d'une technologie transitoire permettant d'alléger le lourd fardeau des populations rurales, et celui des femmes en particulier.



Pour le directeur adjoint de la Division des stupéfiants, M. Waclaw Micuta, « la première étape en vue de l'amélioration de l'agriculture passe toujours par l'énergie humaine, c'est-à-dire surtout par celle de la femme. Puis, ajoute-t-il, vient l'énergie animale. Le matériel mécanique, moteur diesel ou moteur électrique par exemple, arrive à la fin. Tant que le travail demeure manuel, déclare encore M. Micuta, la plupart des hommes s'en tiennent à l'écart. Mais sitôt qu'une machine à traction animale ou mécanique apparaît, ils commencent à prendre intérêt au travail et à envisager de ne pas le laisser entièrement aux femmes: un nouveau degré est franchi vers l'égalité ».

LA CRISE

VERS UNE REMISE EN QUESTION FONDAMENTALE DE NOTRE SOCIETE ?

RIEN NE VA PLUS !

Il y a un peu plus d'un an (octobre 73) éclatait ce qu'il est convenu d'appeler la "crise du pétrole". Après une certaine période de stupeur et d'irritation, des mots tels que croissance zéro, inflation, récession, pénurie d'énergie et de matières premières, surévaluation du franc suisse et baisse du dollar ont envahi les colonnes des journaux occidentaux. Des faits ont suivi : baisse des commandes et de la production, réduction de la durée de travail, fermeture d'ateliers et de succursales, licenciements, chômage. Des chiffres crus révèlent ces réalités : 17e mois consécutif de récession et 7 à 8 millions de chômeurs aux Etats-Unis, 4 à 5 millions de chômeurs dans la CEE. Et en Suisse ? Officiellement, il y en aurait plus de 4.000; les syndicats estiment leur nombre réel de 10 à 12.000 et l'on oublie qu'environ 40.000 saisonniers et frontaliers ne sont pas revenus en Suisse, leurs contrats n'ayant pas été renouvelés en 1975; cela représente tout de même environ 50.000 personnes touchées et la situation semble s'aggraver. Certains employeurs n'hésitent pas à licencier puis à réembaucher à des salaires nettement inférieurs. Pendant ce temps, la hausse du coût de la vie se poursuit : le taux d'inflation annuel était de 2 à 3 % vers 1950, de 6 à 7 % vers 1970 et presque partout de plus de 10 % en 1974.

Rien ne va plus. Un malaise profond se ressent chez nous, d'abord au niveau du porte-monnaie : inflation d'un côté, incertitude de l'emploi et chômage de l'autre. Il y a crise. Mais de quelle crise s'agit-il ? N'est-elle sensible qu'en Occident ?

UN PROBLEME MONDIAL

A l'Est aussi - les pays communistes sont maintenant aussi frappés par la crise. Mais alors qu'on prétend qu'en Occident la crise est énergétique, c'est-à-dire industrielle, à l'Est elle est également alimentaire, c'est-à-dire vitale. Il n'est que de considérer les émeutes ouvrières en 1970 et les manifestations des ménagères à Pâques en 1975 en Pologne ou les importations massives de céréales de la part de l'URSS pour s'en convaincre (13 millions de tonnes de blé et plus de 6 millions de tonnes de céréales en 1972-73). Les économies socialistes ne vivent d'ailleurs pas en vase clos; elles sont influencées par la situation de l'économie mondiale. En outre, les aspirations des populations à un niveau de vie plus élevé ont incité les dirigeants des pays de l'Est d'entrouvrir leurs portes aux multinationales occidentales, américaines surtout. Finalement, l'impression qui prévaut là-bas est exprimée par un économiste de l'Europe de l'Est : "Vous entrez dans l'austérité ? nous n'en sommes jamais sortis".

Mais surtout dans le Tiers-Monde - Mais combien plus vitale est la crise touchant le Tiers-monde: à une dégradation constante des termes de l'échange, s'ajoute une crise alimentaire toujours plus grave. Non seulement il y a pénurie, mais encore hausse vertigineuse des prix. Entre 71 et 74, le coût des importations céréalières est passé de 2 à 9 milliards pour les pays en voie de développement. Les pays développés étant les principaux exportateurs de produits céréaliers, cette hausse est à attribuer directement aux répercussions sur les prix de l'inflation, des mauvaises récoltes de 72 des sécheresses (il y en eut aussi aux Etats-Unis mais là elles n'ont tué que du bétail et non des hommes), de la hausse du prix des engrais et de la baisse massive des stocks mondiaux, du fait des exportations tant vers le tiers-monde que vers les pays de l'Est. Mais alors que dans les pays en voie de développement la consommation annuelle de grains par tête est d'environ 400 livres, la plus grande partie étant consommée directement, les habitants des pays développés disposent de presque une tonne de grains par an, dont 150 livres seulement sont consommées de façon directe, sous forme de pain et de céréales. Le reste est utilisé comme aliment de bétail et consommé indirectement sous forme de viande, lait et oeufs.

Le monde pris globalement ne connaît pas - et ne connaîtra pas à court terme - de pénurie proprement dite de produits alimentaires. Mais s'il existe aujourd'hui une crise dans ce domaine, c'est avant tout parce que ces produits ne sont pas distribués équitablement à la fois entre les pays riches et pauvres et à l'intérieur de ces pays. Déjà depuis 1950 (et particulièrement vers 1970), les déficits en produits agricoles s'accroissaient dans les pays du tiers-monde. Les pays développés, au contraire, ont connu un essor rapide de leur production, grâce à l'application de politiques agricoles destinées à favoriser à tout prix l'essor des cultures ou de l'élevage. D'où la création d'un véritable "monopole" des pays riches en matière de commerce alimentaire. C'est ainsi que les Etats-Unis sont devenus les premiers fournisseurs mondiaux de produits agricoles (près de la moitié des exportations de blé était d'origine américaine en 72-73). Le problème alimentaire mondial n'est pas un problème conjoncturel, mais un problème structurel. La structure du marché mondial des produits alimentaires est en effet dominé par les pays développés, d'autant plus que dans le Tiers-monde les cultures vivrières ont souvent été remplacées par un mode de production capitaliste (monocultures)

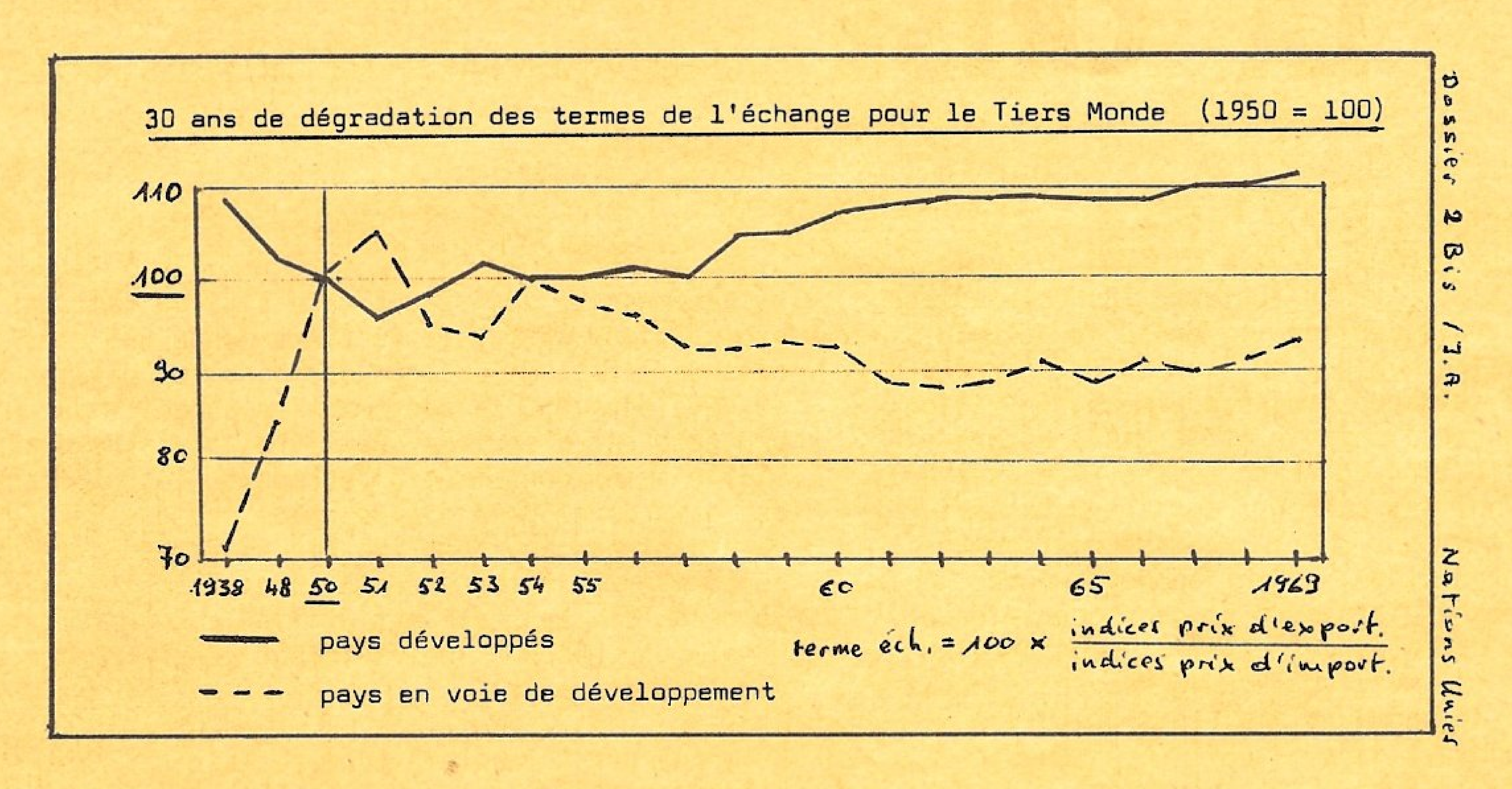
Le tiers-monde affronte actuellement des problèmes autrement plus graves que ne peuvent l'être celui du prix du pétrole pour les pays occidentaux (qui n'est en fait qu'un "révélateur" de la crise et non une cause) à savoir :

- les pénuries et les hausses de prix qui affectent les produits alimentaires dont il a besoin pour se nourrir;
- le ralentissement de la croissance des pays industriels et leurs politiques agricoles qui diminuent d'autant leurs importations de produits de base;
- l'inflation mondiale (+ 13 % en 1974 dans les pays industrialisés) qui renchérit ses achats de produits manufacturés et qui dégrade de plus en plus rapidement les termes de l'échange des pays pauvres.

De la façon dont les pays riches réagiront face à leur crise dépendra l'aggravation ou la réduction du fossé qui croit entre une minorité de riches et une majorité de pauvres.

D'UNE CRISE A L'AUTRE

"La" crise qui secoue le monde s'exprime en fait sous différentes acceptions ayant chacune leur particularité et leur processus : crise économique, crise monétaire, crise alimentaire, crise énergétique, crise du système capitaliste, crise de croissance, crise de civilisation, etc. Toutes sont le reflet d'un malaise profond qui touche le monde entier et qui plonge ses racines dans un sentiment d'inquiétude, d'incertitude quant aux événements présents.



En fait, des crises économiques se succèdent à des intervalles plus ou moins réguliers depuis qu'a démarré la révolution industrielle (dès le 18e siècle). Elles sont conjoncturelles et plus ou moins sensibles. La plus grave fut celle de 1929, caractérisée par un déclin catastrophique de l'économie, un chômage massif et incontrôlable, un effondrement du pouvoir d'achat des particuliers devant une inflation galopante. Depuis lors, l'économiste Keynes nous a appris à maîtriser ou minimiser les effets des fluctuations économiques. Dès qu'il y avait défaillance de la machine économique, il était recommandé d'injecter du pouvoir d'achat dans l'économie par des mesures d'assistance aux chômeurs, par des grands travaux permettant d'embaucher et de payer un grand nombre de personnes.

Depuis la 2e guerre mondiale, l'économie occidentale a été marquée par trois réalités nouvelles par rapport à la période antérieure :

1) Grâce à une révolution scientifique et technique, le capitalisme a pu se donner de nouveaux terrains de production en masse de biens de consommation (pétrochimie, électronique, etc.), faisant entrer dans l'économie de marché de nouveaux secteurs de l'activité humaine (loisirs, par ex.).

2) Après l'effondrement des empires coloniaux, un système néo-colonial s'est mis en place, basé sur l'exportation de capitaux qui accentue la mainmise sur les ressources minérales nécessaires au développement de la croissance industrielle occidentale. Avec 6 % de la population du globe, les Etats-Unis accaparent plus de 60 % des ressources minérales du monde. De plus les multinationales américaines contrôlent des secteurs entiers de l'industrie tant européenne que du tiers-monde, favoris ant un déficit croissant de la balance des paiements américains.

3) L'intervention croissante de l'Etat en matière économique, utilisant à son profit les finances publiques et le système capitaliste. Le véritable objectif est l'augmentation du produit national brut, la croissance des profits, permettant une accumulation du capital, base de tout le système capitaliste dans lequel nous vivons. Pourtant sa croissance s'essouffle. La lutte contre la baisse du taux de profit est de plus en plus âpre et difficile à mener. Le gaspillage, conséquence d'une recherche effrénée de bien-être matériel et de profits abusifs, gonfle les dépenses improductives (bureaucratie pléthorique à l'Est; publicité, marketing à l'Ouest; production d'armes partout). Le gaspillage se traduit aussi par la dégradation de la valeur d'usage (durée d'utilisation réduite des produits : le "tout à la poubelle", préférant la valeur marchande (vendre) au degré de satisfaction qu'apporte l'utilisation d'un bien. Enfin, l'éveil d'une partie du tiers-monde et la prise en main, dans certains secteurs-clés, de son propre destin sonnent le glas d'un pillage systématique des matières premières.

A tous ces facteurs dénoncés depuis de nombreuses années, se sont joints des signes annonciateurs de crise tels que la hausse constante des taux d'inflation, la montée d'un chômage plus ou moins déguisé (il existe à l'état endémique dans le tiers-monde où, selon le BIT, sur quatre en mesure de travailler on compte au moins une personne inoccupée ou sous-employée, soit environ 300 millions de personnes en tout) et des crises financières fréquentes en Europe, sans parler de celle du système monétaire international. La hausse du prix du pétrole n'a fait qu'accélérer la vitesse du mouvement qui se dessinait. L'érosion du plein emploi va donc se poursuivre.

Depuis 1970, un peu partout, le chômage progresse, sans qu'on parvienne pour autant à ralentir sensiblement le rythme de l'inflation : c'est la "stagflation" problème prioritaire, devenu virulent. Nous assistons à une forte poussée du chômage structurel. A la différence du chômage conjoncturel de 1929 qui procède d'une insuffisance de la demande globale - la stagnation - le chômage structurel résulte d'une inadaptation des structures économiques du pays. Aussi touche-t-il plus précisément certaines régions, certaines branches, certaines catégories de travailleurs.

"Désormais, l'accroissement du chômage ira de pair avec celui du produit national brut, parce que la plus grande part de l'investissement sera consacrée au remplacement des travailleurs" affirme le syndicaliste Charles Levinson. Exiger le plein emploi n'a plus de sens. Il convient d'en substituer un autre, celui de "plein revenu". D'ailleurs déclare Levinson, quel intérêt présente pour le travailleur le maintien d'activités pénibles dans le seul but de lui assurer un salaire. "Qu'on supprime le travail pénible, qu'on rationalise, qu'on rentabilise, c'est très bien. Mais qu'on tienne compte, dans le calcul de l'investissement, de ce que coûte l'éviction du travailleur et le maintien de son plein revenu".

Cette remise en question du concept du travail rejoint, à l'heure des questions sur la finalité de la course à la croissance et du grand remue-ménage provoqué par la hausse du pétrole et des matières premières, celle du destin du capitalisme. Condamnées à maximiser jusqu'ici leurs profits par la logique du système, les

firmes multinationales, qui dominent de plus en plus la scène économique, ont imposé un type de développement et un modèle de civilisation jugés par beaucoup comme aberrants. Les progrès techniques, l'innovation, l'investissement ne servent pas à satisfaire les besoins réels des consommateurs.

Si l'on demande un produit national brut plus élevé pour réaliser le plein emploi, la production et l'utilisation des ressources deviennent la fin, et la consommation, le moyen. Il faut produire plus de biens pour employer davantage de monde. On ne peut employer plus de monde que si l'on consomme plus de biens. La relation normale entre production et consommation est renversée. Ainsi, un cercle vicieux est créé : les gens doivent consommer afin de travailler. Cela revient à mettre en question le sens du travail dans une société vouée à produire pour produire.

A QUI PROFITE LA CRISE ?

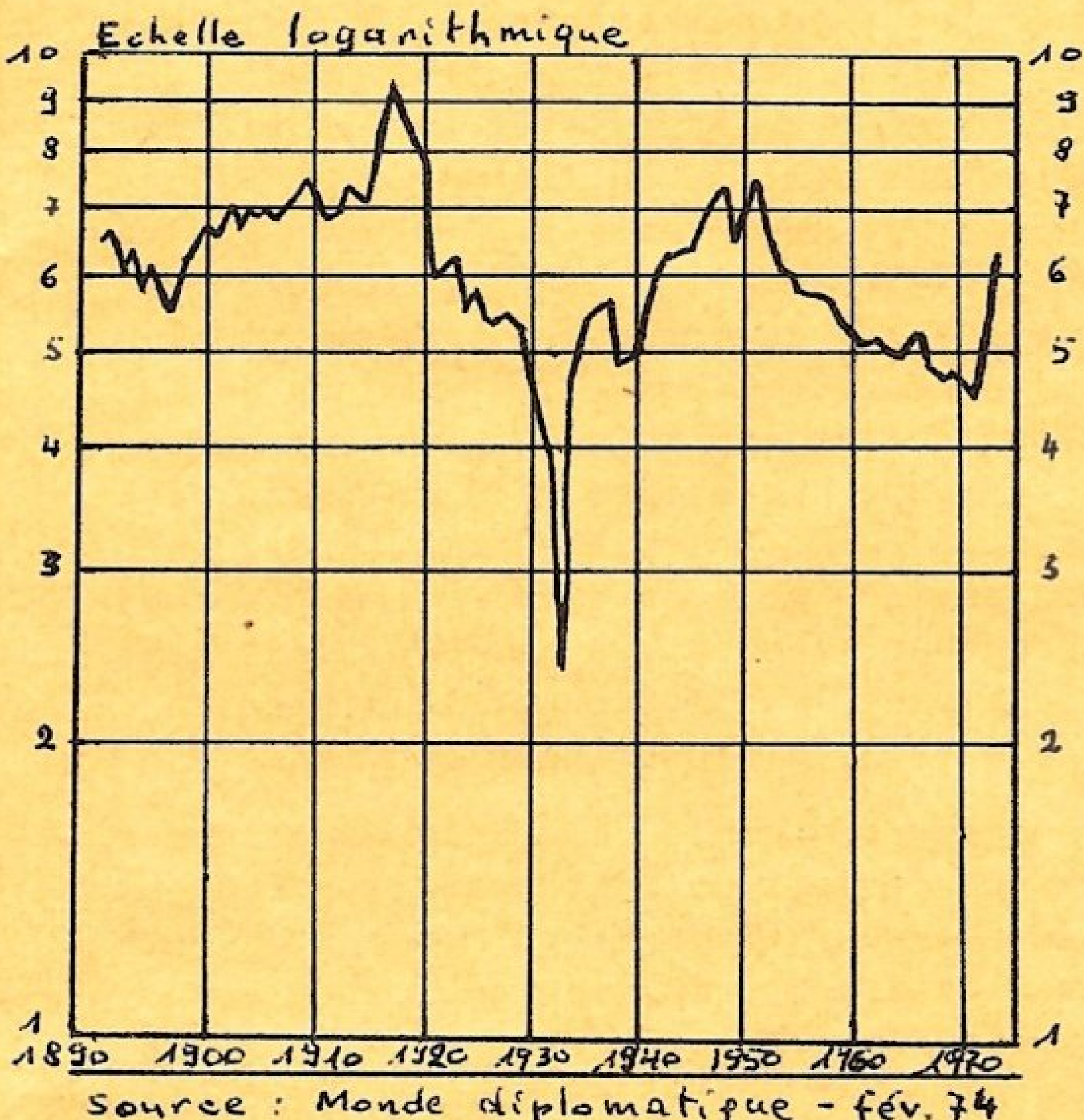
- Malgré les signaux d'alarme de la crise, toutes les grandes entreprises se portent bien. Preuve en soit l'évolution de leurs bénéfices. En 73 les bénéfices des 500 premières entreprises américaines ont progressé de 39 % par rapport à 72; les chiffres provisoires de 74 approchent le même ordre de grandeur. Il en est de même de la plupart des autres grandes entreprises des pays riches.

- L'alimentation des économies capitalistes en liquidités internationales repose sur le déficit de la balance américaine des paiements. Mais ce déficit, en s'accumulant, ne pouvait plus se baser sur l'or. Toute la stratégie américaine a donc consisté à tenter de maintenir le dollar comme monnaie internationale tout en s'affranchissant de la règle de la convertibilité-or. Ce fut fait en 1971 par la "suspension provisoire" (qui dure toujours) unilatérale de la convertibilité-or du dollar, ce qui nous a fait passer à l'étalon-dollar. Avec lui, les firmes américaines sont favorisées. Les Etats-Unis laissent le soin de soutenir la parité de leur monnaie à d'autres pays. Ainsi donc, la crise monétaire est le reflet des contradictions qui existent entre des Etats qui s'efforcent de maintenir leurs prérogatives monétaires et un marché mondial, dominé par des firmes multinationales, pour la plupart d'origine américaine, marché qui implique une libre circulation totale des marchandises et des capitaux.

- Il est intéressant de noter que la forte hausse des prix des produits de base en 73 a rapporté beaucoup plus aux pays développés qu'aux pays en voie de développement pour leurs exportations. Pour les pays développés à économie de marché, l'accroissement des recettes d'exportation provenant de produits primaires autres que le pétrole (29 milliards de dollars) a représenté près de trois fois l'accroissement correspondant des recettes d'exportation des pays en voie de développement (11 milliards de dollars), quand bien même en 1972 les exportations totales de ces produits en provenance des pays développés à économie de marché (58 milliards de dollars) représentaient moins du double de celles des pays en voie de développement. Les exportations des pays développés à économie de marché en 73 ont été avantagées par la majoration des prix des céréales, de la viande et des fibres textiles (Allocution du Secrétaire général de la CNUCED - avril 1974).

INDICE RELATIF DU PRIX DES MATIERES PREMIERES

Les hausses récentes n'ont pas rattrapé le niveau de 1952. Au total, depuis 1890, les prix des matières premières n'ont pas augmenté. Si les pays producteurs doivent compenser les pertes subies pendant les deux dernières décennies, la courbe devrait remonter au-dessus du niveau actuel et y demeurer pendant une vingtaine d'années.



- Le relèvement des prix du pétrole ne correspond pas du tout à une pénurie d'énergie ni même de pétrole en 1974 (la production a augmenté de près de 1 %) mais beaucoup plus à une stratégie d'accumulation globale par laquelle le capitalisme entend financer à long terme sa reconversion. Le relèvement des prix au niveau des Etats producteurs et des sociétés multinationales fait partie d'une stratégie normale de gestion d'un monopole de production. Après une phase de prix bas permettant l'envahissement du marché mondial par le pétrole et la conversion des sociétés d'énergie prenant notamment position dans le nucléaire et même le charbon, il était prévisible que les sociétés du cartel seraient conduites à relever leurs prix. Ce relèvement a été brusqué et accéléré par l'intervention des responsables politiques des Etats producteurs avec peut-être la bénédiction, et en tout cas la tolérance du gouvernement américain. Le relèvement des prix des matières premières s'inscrit en effet très bien dans une stratégie globale des Etats-Unis pour dépasser la situation de grippage qui caractérisait le système de croissance antérieur mis en place à partir de la Seconde guerre mondiale. A la fin des années soixante, et au début des années 70, la croissance capitaliste telle qu'elle a été ordonnée par les Etats-Unis depuis la fin de la guerre, se trouvait menacée par une série de facteurs et notamment par le rattrapage des industries européennes et japonaises à rentabilité plus élevée et le déficit croissant de la balance des paiements américains alourdie par le fardeau de la défense du monde capitaliste.

En fait ces relèvements de prix, s'ils répondent à une logique tout à fait naturelle de la part des pays producteurs interviennent dans des conditions telles qu'elles déterminent un renversement complet des rapports de forces économiques et commerciaux entre les principaux pays capitalistes.

TRANSFORMER LA CRISE

Toute la dynamique de notre civilisation repose sur des besoins étroitement manipulés par l'ordre social existant.

Pour assurer la survie de l'humanité, il faut modifier le sens de l'expression de ses besoins. La conclusion qui s'impose est que cette survie n'est possible que si se produit un véritable changement fondamental. Il s'agit d'essayer d'élaborer de nouvelles procédures de révélations des préférences individuelles et collectives qui échappent au déterminisme de la société de production.

'Pour les pays développés, il s'agit de savoir s'ils ont pris conscience de ce que leur avenir ne saurait être dissocié de celui des peuples du Tiers-Monde. Si c'est le cas, il leur revient d'assumer les responsabilités qu'implique, pour eux, une telle prise de conscience. En particulier, détenant actuellement les leviers de la puissance économique, ils doivent accepter, comme une exigence du maintien de la paix et comme un tribut au progrès, que les pays en voie de développement récupèrent et assument la part qui leur revient dans l'animation et la direction des activités économiques mondiales.

En d'autres termes, ils doivent accepter les conditions de l'émancipation économique des peuples du Tiers-Monde et admettre les transformations que cette émancipation comporte pour l'ordre économique actuellement établi dans le monde.'

Houari Boumedienne

Dans ce sens, les vrais changements sont d'ordre politique et non pas technique ou économique. L'objectif stratégique d'une politique économique doit être en premier lieu le développement du bonheur matériel et spirituel des citoyens. La richesse et le développement d'une nation ne peuvent reposer sur l'exploitation des autres peuples ou sur la production d'objets destinés à l'asservissement de l'humanité. Il s'agit en fait de renoncer aux privilèges, d'abandonner les vieilles définitions du profit et de l'expansion.

L'Etat est particulièrement bien placé pour tenter de changer le cours des choses. Mais hélas trop souvent il suit l'influence des groupes dominants de pressions (économiques principalement). Les mesures préconisées par Keynes dont on sait maintenant qu'elles ne peuvent résoudre la crise et qui auront plus pour effet d'alimenter l'inflation sans résoudre le fond du problème. D'ailleurs, les entreprises ne se font pas faute d'inciter l'Etat à agir dans leur sens en utilisant des motifs de crise (menaces de licenciements par exemple) pour le faire agir.

En tant qu'individus, nous participons au système dans lequel nous tombons d'autant plus facilement qu'il facilite notre vie. Toutefois, nous devons sortir des exigences strictement matérialistes pour prendre conscience des problèmes et agir. Les propositions ne manquent pas :

- s'informer et informer sur les mécanismes et les conséquences de la crise et des problèmes qu'ils soulèvent pour le Tiers-monde surtout;

- lutter contre la spéculation (sous toutes ses formes) contre l'évasion fiscale, contre les intermédiaires improductifs, contre la publicité, la production de gadgets, de biens inutiles ou malfaçonnés (dans ce cadre-là les ménagères ont un énorme rôle à jouer);

- action politique pour un véritable contrôle des loyers et de l'échelle des impôts pour le blocage des hauts revenus et la revalorisation des bas et moyens salaires, pour le contrôle et la transparence des comptes des entreprises et notamment des multinationales, pour l'incitation à des lois ouvertes aux produits du Tiers-monde;

- s'organiser pour agir en groupes efficacement, pour voter et faire voter, pour insuffler un élan suffisant à dégager des majorités nettes et valables qui emporteraient des changements profonds et fructueux.

Finalement, le problème prioritaire est de replacer l'homme et sa dignité au centre, et non le profit ou la machine. Ce qu'il faut, c'est redéfinir l'homme dans une société qui se devra plus juste et plus égalitaire à l'échelle tant nationale qu'internationale.

Bernard Grangier

"En raison de cette schizophrénie helvétique que vous conaissez bien et qui consiste à regarder les malheurs du monde en se croyant indemne, en pensant qu'on sera toujours spectateurs, cette crise nous a doublement surpris. Et qu'est-ce qui s'est passé ? Nous avons sauté d'un état de semi-indifférence, gentiment tempéré par le désir d'être charitable pour se donner bonne conscience n'est-ce pas, à une brusque panique, à une défense étroite de nos intérêts. De sorte que la Suisse est en train de se constituer en hérisson au moment même où elle est plus dépendante que jamais des autres, où elle devrait donc avoir une politique extérieure active de participation.

... Ainsi donc, au moment où la Suisse qui a peu de ressources, qui n'est devenue prospère que parce qu'elle a été ouverte au monde, se voit touchée dans ses exportations (car elle n'a pas encore fini de voir monter la crise, nous n'avons même pas vu la fin du commencement de cette crise) et devrait donc plus que jamais mener une politique d'insertion dans le tiers-monde, qu'est-ce qui se passe ? On donne un coup de frein et on se replie sur soi-même.

... Donc, là, il me semble qu'on doit au contraire réagir et réaffirmer très vigoureusement devant l'opinion publique la nécessité, conforme aux intérêts de la Suisse dans cette période de crise qui vient de commencer, de renforcer notre participation au redressement du monde.

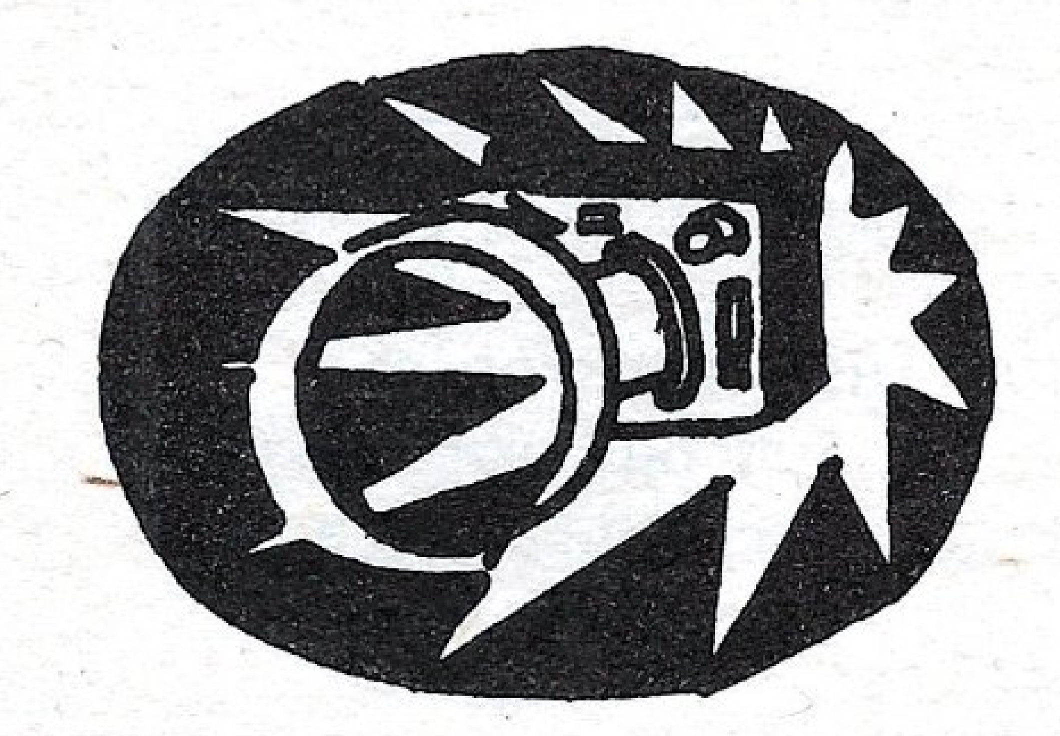
... Le vrai problème est de ne pas avoir une politique de démission."

Jacques Freymond
(Directeur des Hautes études internationales de Genève)

Avril 1975

Dossier commun à "Interrogation" et "Vers un Développement Solidaire".

FLASHES



DES METHODES NAZI AU PARAGUAY

Un grave conflit a surgi entre le régime militaire paraguayen du général Stroessner et l'Eglise catholique, à la suite de l'attaque, par les troupes gouvernementales, d'une coopérative agricole dépendant de l'autorité ecclésiastique.

L'incident s'est produit à Jejui, à 300 kilomètres au nord d'Assomption, capitale du pays. Les militaires se sont attaqués à la coopérative "Experience de Fraternidad campesina" et, sans aucun avertissement préalable, ont incendié les maisons des habitants, les bâtiments de la coopérative et la salle de réunions. Huit paysans, qui tentaient de prendre la fuite, ont été tués. De nombreux autres membres de la coopérative ont été blessés et plus de cinquante personnes ont été arrêtées. Parmi les personnes appréhendées, il y a des prêtres français et américains, notamment Mgr Roland Badelon, directeur pour l'Amérique du sud du "Catholic Relief Service" des Etats-Unis, une religieuse et le responsable de la Jeunesse rurale catholique. Un prêtre français est porté disparu. Lors des perquisitions dans les maisons, toutes les Bibles et toutes les publications religieuses ont été saisies, mais de plus, une somme de quelque 25.000 francs, don d'organisations catholiques européennes en vue de l'achat de terrains pour l'extension de la coopérative, a disparu sans laisser de traces.

Immédiatement après l'agression, toute la région de la coopérative a été cernée par la troupe et totalement coupée du monde extérieur. La nouvelle des évènements de Jejui a été entièrement passée sous silence pendant plusieurs jours, c'est-à-dire jusqu'à ce que la conférence épiscopale, dont dépendait la coopérative, soit informée des évènements. Une assemblée plénière des évêques fut immédiatement convoquée et elle protesta avec énergie contre les agissements et les méthodes de la troupe. Les évêques accusent les soldats de meurtres, de viols et de vols, et exigent du gouvernement la punition des coupables. En outre, ils demandent de pouvoir entrer en contact avec les prisonniers et la possibilité de leur faire parvenir les médicaments nécessaires, les vivres et toute l'aide dont ils pourraient avoir besoin.

Le gouvernement tente de justifier l'action de la troupe, sous le prétexte que les ligues agraires catholiques sont "extrémistes" et hostiles au gouvernement, et qu'elles entretiennent des relations avec les mouvements de guérillas, qui ont leur quartier général à l'étranger. L'Eglise repousse énergiquement ces reproches et fait valoir que la coopérative en question avait un caractère "non violent" bien connu de tous.

KIPA

AFRIQUE DU SUD

Révision drastique exigent les évêques.

Voici des extraits du texte de la déclaration sur les restrictions excessives de liberté, que les évêques d'Afrique du Sud ont publiée à l'issue de la récente assemblée plénière de leur conférence épiscopale :

"La Conférence des Evêques catholiques de l'Afrique du sud, réunie en session plénière, tout en reconnaissant que parfois des pays ont besoin de mesures de sécurité hors de la procédure légale normale, élève la voix à l'unanimité, pour protester contre les trop nombreuses expulsions, restrictions, annulations de passeports et permis de résidence, pour des motifs non déclarés qui souvent s'avèrent être simplement une position politique différente.

Récemment, nos gouvernants ont fait des promesses de détente au monde du dehors, qui devraient d'abord être réalisés à l'intérieur. Nous insistons pour obtenir l'abrogation ou une révision drastique des lois autorisant de tels faits, et aussi des lois grâce auxquelles les gens peuvent être détenus sans possibilité de communiquer avec le dehors et sans recours possible à la justice, ou si recours il y a, sans pouvoir être mis en liberté sous caution. Ceci revient, en bien des cas, à imposer un long et dur châtiment à des gens dont la culpabilité n'a pas encore été prouvée et n'est pas prouvée bien souvent par la suite.

Ce besoin d'user de tant de procédés en dehors des lois ordinaires de la justice aggrave encore le mal et le danger d'une législation discriminatrice sur laquelle, nous comme les autres corps religieux nous avons souvent attiré l'attention et le sentiment insupportable de frustration et de privation des droits normaux de l'homme avec lequel tant de gens vivent dans le pays. Les pays qui ont des lois justes, basées sur le consentement des citoyens, n'ont pas besoin d'user de tels moyens.

KIPA

L'Evêque anglican de Pretoria ainsi que le Président de l'Assemblée générale de la Nederduits Hervormde Kerk ont précisé qu'ils approuvent la protestation des évêques catholiques. KIPA - 22.3.75

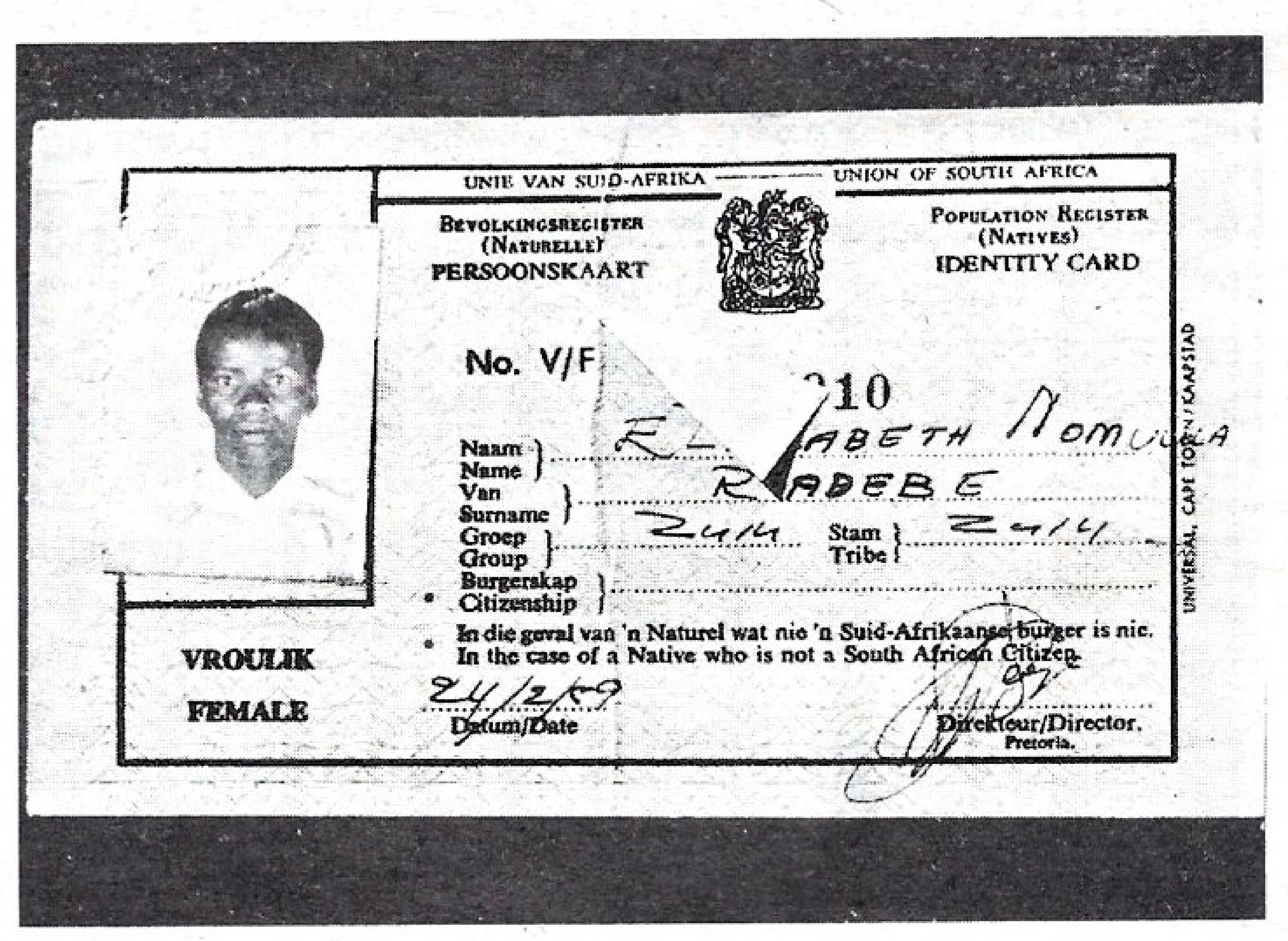


photo DM

Carte d'identité pour noir d'Afr.du Sud

FLASHES

UN TEXTE DU PAPE

Industrialisation et Développement

Le Pape Paul VI a fait parvenir un message à la IIème conférence de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel (ONUDI) qui vient de se terminer à Lima, capitale du Pérou.

Tout au long de l'année dernière, écrit le Pape, des évènements graves ont conduit les Nations Unies à étudier quelques problèmes importants de l'ordre international : celui des matières premières et du développement, celui de l'agriculture et de l'alimentation, celui des droits et des devoirs économiques. La Conférence de Lima veut aborder la question de l'industrialisation, à la fois "signe et facteur de développement". L'industrialisation, conquête spécifique de la civilisation moderne, est aussi un thème des plus inquiétants parce qu'elle est liée concrètement à des situations mal acquises, à des bénéfices injustement répartis, à une exploitation sous-humaine des travailleurs. Toutes ces réalités pèsent gravement sur les relations internationales.

Le document pontifical souligne alors qu'une étude telle qu'elle est entreprise par la Conférence de Lima exige une grande lucidité. En effet, l'industrialisation comporte en elle-même le danger que les valeurs intégrales d'un authentique développement humain lui soient subordonnées et que, de ce fait, elle promette plus qu'elle ne peut tenir. Le thème examiné exige que les études entreprises soient faites à la lumière des intérêts plus généraux de toute la communauté. Il s'agit de promouvoir le bien commun mondial, auquel chaque nation est appelée à participer, dans les limites toutefois de sa souveraineté.

En conclusion, Paul VI souligne que la réunion doit procéder à un examen de la conception même de l'industrialisation, de sa place dans la hiérarchie des valeurs humaines.

KIPA - 15.3.75

UN EVEQUE LUTHERIEN DEMANDE DES COMPTES A L'ASEA

Lors de la prochaine réunion des actionnaires de la Compagnie ASEA, le pasteur Olof Sundby, archevêque de l'Eglise luthérienne de Suède, et lui-même actionnaire d'Asea, s'enquerera sur les salaires payés en Afrique du Sud par la compagnie aux travailleurs noirs ainsi que sur les avantages sociaux qui leur sont accordés. L'objectif du leader luthérien qui représentera également, en sa qualité de président, la Mission de l'Eglise de Suède (3000 actions) à cette réunion est d'influencer la compagnie pour qu'elle améliore l'ensemble de sa politique d'emploi de travailleurs africains en Afrique du Sud.

En Suède, l'ASEA est la première société à devoir répondre ainsi à la mise en question de sa politique salariale et sociale dans ses usines d'Afrique du Sud. Mais on s'attend à ce que d'autres firmes, telles qu'Atlas Copco, L.M. Ericson et le géant de l'automobile Volvo, qui tous ont des usines en Afrique du Sud, soient également interpellées sur leur politique de l'emploi.

SOEPI

L'EGLISE ANGLICANE VEND DES ACTIONS DE MINES D'OR

L'Eglise d'Angleterre a vendu la moitié des 70.000 actions qu'elle détenait dans la Consolidated Gold Fields (CGF), une importante société minière engagée en Afrique du Sud, et à l'intention de se décharger du reste dès que les prix seront favorables. La vente a rapporté £ 100.000.

photo DM

Mineur - Mine d'or de Doornfontein (Afrique du Sud)

Cette décision a été prise deux ans après la publication par les "Counter Information Services" de Grande-Bretagne d'un rapport sur la CGF indiquant que l'or était le principal produit d'exportation de l'Afrique du Sud et représentait plus de la moitié des ventes de ce pays. Selon ce rapport, les bénéfices ne peuvent être réalisés que si les frais de production sont peu élevés, étant donné que la teneur en or des filons est faible; le prix payé fait l'objet d'un contrôle international et ne peut influencer en aucun cas le prix payé par l'acheteur.

D'après les statistiques pour 1971, pour un Rand (monnaie sud-africaine) d'or produit, 18 cents vont au travailleurs blancs, 9 cents aux travailleurs noirs, 33 sont destinés aux frais de production, 21 aux actionnaires étrangers, 14 au gouvernement sud-africain et 5 aux frais d'électricité. Le rapport indique aussi que 93 % de la main d'oeuvre noire dans les mines touchait des salaires en dessous du minimum vital.

....

SOEPI

FLASHES

PROMOUVOIR L'EVANGELISATION DANS LA CORESPONSABILITE

Déclaration des Evêques d'Afrique et de Madagascar - 4ème Synode Episcopal Mondial

...

Au cours de nos échanges, plusieurs problèmes importants ont retenu notre attention :

a) l'aspiration des Africains à prendre désormais en mains leur propre destinée dans un continent en voie de développement;

b) le problème de l'acculturation religieuse : un christianisme insuffisamment incarné et vécu souvent comme de l'extérieur, sans lien réel avec des valeurs authentiques que véhiculent les Religions traditionnelles;

c) le fait qu'il y a encore plus de 200 millions d'Africains qui n'ont pas entendu parler de Jésus-Christ, tandis que l'Afrique au sud du Sahara est particulièrement ouverte aujourd'hui à l'évangélisation puisque chaque année plus de 1.500.000 personnes reçoivent le baptême:

d) un découragement apparent et contagieux chez les Missionnaires venus d'autres églises sœurs, s'interrogeant sur la signification et l'avenir de leur apostolat en terre africaine.

Face à une telle situation, il nous a paru opportun d'insister sur ces deux idées-forces que sont la communion et la coresponsabilité dans l'Eglise, afin de trouver de vraies solutions aux problèmes ci-dessus évoqués.

...

Service & Développement
No 49 / 50



L'AVENIR DE "RADIO VOIX DE L'EVANGILE"

La possibilité pour "Radio Voix de l'Evangile," l'émetteur à ondes moyennes et courtes de la Fédération luthérienne mondiale (FLM) situé à Addis Abéba, de poursuivre les émissions et d'adapter de nouvelles structures, a fait l'objet des récentes discussions entre trois représentants de la FLM et des fonctionnaires du Ministère de l'Information d'Ethiopie.

Les discussions qui se sont déroulées dans une atmosphère "franche et ouverte", ont porté notamment sur la diffusion de nouvelles concernant l'Ethiopie ou la politique du gouvernement de ce pays. Ces derniers mois, au cours de périodes de tension et de changement politique, des difficultés ont surgi entre la station et les autorités gouvernementales à propos de la diffusion des nouvelles.

Il a été convenu de part et d'autre que comme par le passé, un officier de liaison du gouvernement verra d'abord les nouvelles concernant les changements en cours dans le pays et que la station désire diffuser. La distinction entre nouvelles intérieures et nouvelles internationales a fait également l'objet de discussions. Il a été décidé que le Ministère de l'Information "examinera dans l'immédiat comment Radio Voix de l'Evangile pourra servir à diffuser, à l'intention de son audience internationale, une information objective et réelle sur l'Ethiopie". La station aura accès aux informations des agences de presse reconnues et aux communiqués officiels du gouvernement pour diffuser des nouvelles sur l'Ethiopie, après vérification de leur exactitude.

Le Ministre éthiopien de l'Information a exprimé sa satisfaction de "l'esprit positif" des entretiens et du désir "d'assurer une coopération meilleure et plus fructueuse" entre Radio Voix de l'Evangile et les services d'information éthiopiens.

SOEPI

NOUVELLES

....

Le travail communautaire de la reconstruction des maisons après les inondations, exige de nombreuses réunions pour organiser et distribuer les tâches concrètes à chacun et voir ensemble les nombreux problèmes qui surgissent au jour le jour. Vu les modestes ressources financières (rien n'est venu du gouvernement) et puisque ce sont les propres habitants des maisons qui travaillent gratuitement, cela va évidemment plus lentement que si c'étaient des entreprises spécialisées qui avaient été chargées des travaux avec des moyens normaux. Il y a cependant des valeurs formidables qui se dégagent de cette manière d'agir ensemble. Malgré d'inévitables conflits d'intérêts et de personnes, malgré les erreurs commises parfois, nous avons ainsi l'occasion de sentir la solidarité des familles qui s'aident mutuellement. Il y a aussi le fait que les décisions sont prises en commun (parfois sous mode de votation) et que des gens qui sont toujours exploités, parceque les plus pauvres, commencent à être écoutés et à devenir responsables d'un travail qui est le leur, et non plus seulement de l'exécution servile de l'ordre du patron ou du grand propriétaire terrien. Sur le plan de l'efficacité également, comme sur celui du travail fourni, nous devons admirer aussi le courage et même la compétence de ces bâtisseurs. Qui oserait prétendre encore que ce peuple est paresseux et ignorant ?

... A Noël, une célébration a été organisée par les prostituées. Elle a eu lieu le 23 décembre dans la petite maison où elles se réunissent régulièrement, avec la présence de l'évêque Dom Fragoso qu'elles avaient elles-mêmes invité. Après la lecture du texte de la Nativité et d'un autre retraçant leur vie écrit par le Padre Alfredhino dans "L'Anesse de Balaam", elles ont fait un lien émouvant entre les conditions matérielles dans lesquelles est venu au monde le Christ, et celles tellement semblables où elles mettent leurs enfants au monde. Elles ont expliqué aussi comment elles sont solidaires les unes des autres à ces moments-là, et rappellent les vrais bergers qui apportent leur coeur avant tout. Judith qui a lu l'Evangile, attendait de mettre son quatrième garçon au monde. Il est né maintenant et malheureusement elle est obligée de le donner à une famille, n'ayant pas les moyens financiers de l'élever elle-même. Jusqu'à quand tellement de mères encore ici seront-elles presque forcées par leur condition de vie à donner ce que l'on peut avoir de plus cher au monde : un enfant ? Nous ressentons avec plus d'intensité encore cette injustice puisque maintenant nous avons la joie d'attendre notre premier enfant qui naîtra en mai. Pourquoi notre bonheur à cette perspective n'est-il pas encore le droit de tous ? Pourquoi seulement les riches peuvent-ils avoir une régulation des naissances, libre et humaine ? Pourquoi cette souffrance muette de tant de Judith que la vie et la distribution inégale des biens forcent à remettre à une autre le bonheur d'élever leur enfant ?

Marie-Françoise et Bernard Bavaud,
1013 rue Almirante Tamandaré
63700 Crateus, Brésil.

NOUVELLES

CAMEROUN

.... Hyppolite, notre infirmier au Dispensaire privé, et les autres Camerounais du personnel du dispensaire public, s'occupent de l'éducation sanitaire de base dans les quartiers. Il y a toujours de gros palabres. En général on arrive à des rivalités : les femmes d'un côté, les hommes de l'autre, chacun défend son beafsteack. Mais c'est très vivant et les gens s'expriment de façon toute crue. Il n'y a pas de "qu'en dira t-on" comme chez nous. Un petit fait qui nous encourage : après une séance de ce genre dans un quartier, quelqu'un a organisé, par le biais d'une "société", l'aménagement d'un point d'eau. Ils ont fait ça ce matin et on en est restées baba, tellement c'est beau !

On a souvent des petits espoirs qui viennent nous surprendre, comme ça, et ça nous stimule pour redémarrer chaque jour.

Alice Guegen et Rita Hissel,
Dispensaire, BP 46, Tonga.

ALGERIE

... Comment ai-je témoigné ma foi ? Sincèrement, je n'en sais rien ! Mon but est de travailler au développement des jardins d'enfants en Algérie et d'aider les enfants avec lesquels je travaille à s'épanouir au maximum. Les difficultés rencontrées étant beaucoup plus nombreuses ici, j'ai l'impression de ne plus faire rayonner cette joie intérieure sur mon entourage. Mais il y a quelques jours, j'avais vraiment le "coeur en fête", car une personne de la communauté paroissiale m'a dit : "Avant de venir ici, je n'avais pas la foi. Mais je tiens à te dire que tu es une de celles qui m'a le plus enrichie de ce côté-là. C'est en te voyant vivre que j'ai compris ce que c'est qu'avoir et vivre une véritable foi".

Je n'aurais jamais cru cela ! Si d'autres ont fait la même découverte malgré tous mes défauts, je pense que mon séjour au milieu de mes frères musulmans aura valu la peine.

Sylvie Rais, 24 rue Nationale,
Saïda, Algérie

URGENT !

L'Eglise du Christ à Madagascar cherche pour son collège de ANDAPA :

un couple d'enseignants

si possible du secondaire.

Engagement : deux ans - enseignement et coordination du travail.

L'Eglise presbytérienne du RWANDA et l'Eglise protestante du Cameroun cherchent :

1 couturière enseignante

Nous cherchons également pour une léproserie à MANANKAVALY (Madagascar)

1 infirmière

Pour tous renseignements, s'adresser au Groupe Volontaires Outre-Mer, Case 136, 1000 Lausanne 9.

Sommaire :

J.A.
1000 LAUSANNE 9

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts.

Centre Offset SA, Lausanne